

L'étudiant

250 FCFA

N° 263 / Mercredi 10 Septembre 2025

QUOTIDIEN

CANTINES SCOLAIRES

Au goût des contrôles



Dans ces espaces de restauration destinés aux élèves, l'hygiène et la propreté sont des exigences constantes, mais les vendeuses ne respectent pas toujours les règles de protection. Pour y remédier, une tournée de formation des vendeurs, conduite par un médecin inspecteur, se tiendra du 10 septembre au 17 octobre 2025 dans les établissements publics et privés de la région du Centre, selon un communiqué du délégué régional. **P2**

ROUND UP

RECRUTEMENT 24000 JEUNES DIPLOMÉS

Le démenti du Minfopra

► En réaction à cette rumeur diffusée sur les réseaux sociaux le ministre Joseph LE, a démenti toute opération de recrutement le 8 septembre 2025. **P3**

MINPOSTEL

Une campagne contre les discours haineux

► L'initiative lancée le 9 septembre 2025, cible particulièrement les jeunes, afin de les alerter sur les dangers liés à une utilisation irresponsable des réseaux sociaux. **P3**

ECHOS STENOTYPIE

Nouvelle matière au programme

► Au lycée technique bilingue de Nsam, comme dans d'autres établissements pilotes, cette nouvelle discipline permettra aux élèves d'apprendre à transcrire la parole en temps réel. **P5**

L'étudiant
QUOTIDIEN

OFFRES SPECIALES

Profitez des remises de -30% pour toutes vos communications

Contactez-nous ☎ (237) 222306079 ☎ 698 933 346 - 677 137 263

-30%

PEACE TALKS Formation en ligne pour la jeunesse

► Le Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique en partenariat avec le Conseil National de la Jeunesse du Cameroun (CNJC), lance une formation en ligne destinée à outiller les jeunes Camerounais pour la promotion de la paix et de la cohésion sociale.

Par Lesly AHANDA

Dans un contexte où les tensions sociales et les défis sécuritaires appellent à une implication active des jeunes, le Cameroun franchit une nouvelle étape. Le programme « Peace Talks », tout juste lancé, se présente comme une réponse innovante portée par le MINJEC et le CNJC, avec le soutien du Secrétariat du Commonwealth, de la Fondation Khalili et du Réseau des Jeunes Ambassadeurs de la Paix du Commonwealth. L'objectif est de former une nouvelle génération de leaders citoyens, capables de promouvoir la paix, le vivre-ensemble et la compréhension mutuelle au sein de leurs communautés. Grâce à des modules interactifs en ligne, les participants seront initiés à



des compétences clés en gestion des conflits, dialogue interculturel et leadership communautaire. Les inscriptions sont déjà ouvertes via le lien: https://forms.gle/7sqGw2xfHi2aUX-mA9. Pour toute information complémentaire, contactez M. BOMKI Aimé M., Officier de Liaison du Commonwealth: minjec-dcoscelcoop@gmail.com ou appeler au 674 617 372. Cette initiative s'inscrit dans le sillage

des efforts constants du MINJEC pour mobiliser la jeunesse à travers des programmes tels que le Plan Triennal Spécial Jeunes, le Programme 146, ou encore les Conseils régionaux de la jeunesse. Avec « Peace Talks », la jeunesse camerounaise est appelée à se lever non comme spectatrice, mais comme artisan de paix. Une occasion unique pour renforcer son rôle dans la construction d'un Cameroun plus juste, solidaire et apaisé.

FNE – ONAPE L'accord renouvelé

► La 7e session de formation des Conseillers Emploi de l'Association Africaine des Services d'Emploi Publics (AASEP) et le renouvellement du partenariat FNE-ONAPE ont été officiellement lancés ce 9 septembre 2025 à l'hôtel Mansel de Yaoundé.

Par Paul Marcel MBEMBE

Sous Présidée par Prudence Forchap Esandem, Secrétaire Général du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (Minefop), la cérémonie a rassemblé plusieurs personnalités de haut niveau du monde de l'emploi public africain. Parmi elles, les Directeurs Généraux des Services Publics d'Emploi du Cameroun et du Tchad : Camille Mouté à Bidias et son homologue Nassouradine Abakar Kessou, sans oublier le Président de l'AASEP, Ibrahim Ag Nock. Cette 7ème session de formation vise à



outiller les Conseillers Emploi venus de plusieurs pays membres de l'AASEP sur les nouvelles dynamiques du marché du travail en Afrique, l'évolution des métiers, la digitali-

sation des services d'emploi et la mise en œuvre des politiques actives pour l'insertion des jeunes. La formation s'inscrit dans une logique d'harmonisation des pratiques

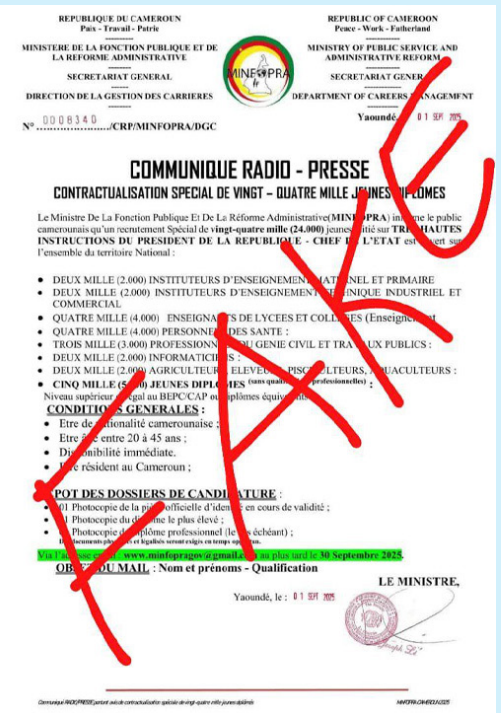
RECRUTEMENT 24000 JEUNES DIPLOMES Le démenti du Minfopra

Le communiqué qui circule en boucle sur les réseaux sociaux, annonçant la contractualisation de 24 000 jeunes diplômés, est un faux. Le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative (Minfopra) l'a précisé le 8 septembre 2025 via sa page Facebook officielle.



Par Paul Marcel MBEMBE

Un document portant le numéro 0008340/CRP/MINFOPRA/DGC et daté du 1er septembre annonçant la contractualisation de 24 000 jeunes diplômés dans divers secteurs de la fonction publique fait le tour de la toile ces derniers jours. Le ministère a fermement démenti cette information, qualifiant le communiqué de « FAKE » et rappelant qu'aucune publication officielle allant dans ce sens n'a été faite par ses services compétents. Il s'agit d'une manipulation frauduleuse destinée à tromper les jeunes en quête d'opportunités professionnelles. La propagation de cette fausse nouvelle intervient à une période sensible, marquée par une forte attente de recrutement dans la fonction publique, en particulier chez les jeunes diplômés. Exploitant cette attente, les auteurs de l'arnaque ont repris les codes visuels habituels des documents ministériels afin de rendre le faux communiqué crédible. Dans son post de clarification, le Minfopra rappelle que la seule adresse officielle du ministère est www.minfopra.gov.cm.



cm. Toutes les informations vérifiées concernant les concours administratifs, les résultats et les procédures de recrutement sont exclusivement publiées sur ce site ou sur les comptes officiels du ministère sur les réseaux sociaux. Cette mise au point intervient après plusieurs précédents similaires. En janvier 2025 déjà, une autre fausse information avait circulé, annonçant un prétendu « plan spécial d'urgence pour le recrutement de 6 000 jeunes Camerounais ». Là encore, le ministère avait dû démentir. De telles arnaques, en plus de semer la confusion, peuvent avoir de lourdes conséquences sur les jeunes qui, dans l'espoir d'intégrer la fonction publique, peuvent être tentés de verser de l'argent à des personnes mal intentionnées. Le ministère invite donc les citoyens à faire preuve de vigilance et à ne se fier qu'aux canaux officiels. Le département ministériel dirigé par Joseph Lé annonce par ailleurs qu'il prendra toutes les dispositions pour traquer les auteurs de ces fausses informations, en collaboration avec les services de cybersécurité. En attendant, la prudence est de mise. Toute information, aussi séduisante soit-elle, doit désormais être recoupée avec les canaux officiels.

YOU ARE NOT ALONE (YANA)

Une jeunesse engagée contre la dépression

► Derrière cette initiative, un collectif de jeunes de moins de 25 ans, confrontés eux-mêmes aux réalités de la dépression et de l'anxiété, a choisi de transformer sa douleur en action collective.

Par Wilfried NTOUDA

Fondée le 12 juin 2022 et officiellement reconnue le 18 septembre 2023, You Are Not Alone (YANA) est une association qui s'est imposée aujourd'hui comme un acteur incontournable dans la lutte pour la santé mentale des jeunes au Cameroun. Selon les données les plus récentes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), publiées en octobre 2024, près de 3,5 % des adolescents âgés de 15 à 19 ans présentent des épisodes dépressifs majeurs. Au Cameroun, une enquête UNICEF-Gallup révèle que près d'un tiers des jeunes de 15 à 24 ans se sentent démotivés ou déprimés, sans accès à un accompagnement adapté.

Dans un pays où la jeunesse représente plus de 60 % de la population, cette réalité est particulièrement alarmante. C'est face à ce constat que YANA a vu le jour, convaincue que le changement devait venir de la jeunesse elle-même, brisant les tabous et les silences autour de la santé mentale.

Une mission claire

La philosophie de YANA repose sur une conviction forte : aucun jeune ne doit affronter seul la dépression ou l'isolement émotionnel. L'association se donne pour mission d'offrir un accompagnement psychologique personnalisé, une écoute bienveillante et des ressources adaptées. Elle ambitionne également de bâtir un Cameroun où la santé mentale est reconnue comme une priorité nationale et où chaque adolescent peut accéder à un soutien



adapté, quel que soit son milieu social.

Des actions concrètes

Depuis sa création, YANA déploie un large éventail d'activités : Le Programme d'Écoute et d'Aide Psychologique (PEAP), qui propose des séances d'entretien, du coaching et des actions participatives. Des

groupes de soutien, organisés aussi bien pour les jeunes que pour leurs familles. Des bulletins d'information visant à sensibiliser et à fournir des conseils pratiques pour améliorer le bien-être mental. Des campagnes de sensibilisation dans les écoles et les communautés, destinées à briser la

stigmatisation et à encourager la prévention. À travers ces initiatives, l'association espère créer des espaces sûrs et inclusifs où les jeunes peuvent s'exprimer, partager leurs émotions et retrouver confiance.

Un engagement porté par des jeunes

L'association est née de l'engagement de trois jeunes leaders camerounais de moins de 25 ans, issus d'horizons académiques différents mais unis par la même ambition : changer le regard sur la santé mentale. Leur combat est à la fois personnel et collectif, nourri par des expériences vécues et par une profonde conviction que la résilience de la jeunesse est la clé du développement durable et de la cohésion sociale.

TRIBUNE

► Rencontre avec le Pr Robert Kpwang Kpwang, tout juste nommé vice-recteur chargé des enseignements, de la professionnalisation et des TIC à l'Université d'Ébolowa. Après un mandat remarqué comme doyen de la Faculté des lettres et sciences humaines à Douala, il partage son bilan, ses ambitions et sa vision pour une université camerounaise résolument tournée vers l'entrepreneuriat et l'innovation.

Pr Robert KPWANG KPWANG

« La vraie professionnalisation, c'est donner aux étudiants des compétences en entrepreneuriat et en numérique »

Propos recueillis par Dilan KENNE

Professeur, quel est votre bilan en tant que doyen de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Douala ? Quels ont été les moments forts et les défis majeurs rencontrés ?

Je commencerai par dire qu'un Doyen ou tout autre chef d'établissement est avant tout un exécutant qui applique la politique définie par le chef de l'État et cela sous le regard bienveillant et contrôlé directeur chef de l'institution. Il doit donc tout faire pour respecter le calendrier académique, veiller à la bonne programmation des enseignements, à la tenue à temps des examens et à la publication des résultats, etc., en plus de veiller aux paiements des prestations dues aux enseignants, personnel et partenaires externes à l'instar de l'Imprimerie nationale ou encore Sopécam, bien évidemment sur la base des ressources financières mises à sa disposition par le recteur. Pour ce qui me concerne j'ai implémenté à la FLSH un management inclusif et humanisé. Mais j'ai la chance d'avoir été auparavant Conseiller Technique au MINESUP, donc j'étais au courant des innovations et des mutations que le chef de l'État demandait de faire dans les établissements facultaires classiques. J'avais donc comme défis majeur d'implémenter la vraie professionnalisation, pas celle qui a consisté à créer les filières dites professionnelles, mais qui ne le sont que de nom... Pour moi la vraie professionnalisation à considérer à procéder à une refonte des programmes et à introduire les unités de formations qui permettent aux étudiants sociologues humanistes d'avoir des compétences en entrepreneuriat, en management, en montage et maturation des projets dans le contexte du numérique, de l'audiovisuel et de l'IA. Cette révolution a fait en sorte qu'à l'Université de Douala, lorsque l'on parle de la professionnalisation aujourd'hui, la FLSH vient en tête comme en atteste non seulement le nombre de succès stories en termes



de startups créées et gérées avec efficience, mais aussi l'appropriation par la majorité des étudiants comme en atteste leur Semaine de l'entrepreneuriat dont ils ont organisé cette année la 4e édition avec succès. »

Parmi les initiatives que vous avez portées à Douala, quelle réalisation vous rend le plus fier, et comment a-t-elle impacté la communauté académique ou étudiante ?

« En fait, le travail était collectif, le Top Management de la FLSH, les différents bureaux de l'AE, les enseignants et, bien évidemment, le personnel administratif a tous joué un rôle important en phase avec la Nouvelle Gouvernance Universitaire initiée par le chef de l'Etat. Je n'étais que le capitaine qui conduisait le bateau, qui montrait le cap à suivre et qui s'assurait qu'il était en phase avec les textes et les orientations gouvernementales. Le respect du calendrier académique était cardinal, ainsi que la couverture des programmes au moins à 80 pour cent, la remise des effets académiques avant le départ en vacances, etc. La professionnalisation avec la réforme des programmes avec le concours des entreprises, des CTD, les Chambres Consulaires et les Organisations patronales. Les Séminaires entrepreneuriaux, la

Semaine de l'entrepreneuriat, la Cérémonie des Étoiles d'Or, les Ateliers FLSH-Entreprises-Administrations-CTD-Chambres consulaires, etc., sont autant des innovations inoubliables initiées à la FLSH dont je suis fier, très fier même. »

L'entrepreneuriat universitaire est un levier important pour l'insertion professionnelle des jeunes. Quelles actions concrètes avez-vous entreprises pour y parvenir ?

« L'entrepreneuriat universitaire est une nécessité Vitale pour nos universités et pour le Cameroun tout entier. Il est inscrit dans la loi universitaire, la Stratégie Sectorielle de l'Education et de la Formation et fait en plus partie des 4 programmes du MINESUP. Donc, c'est une voie salvatrice pour résoudre le problème du chômage des diplômés de l'Enseignement supérieur. Mes actions pour implémenter l'entrepreneuriat à la FLSH ont été multiples et qu'on peut résumer ainsi : 1. Refonte des programmes 2. Introductions des UE permettant aux étudiants d'acquérir les compétences, [initiation à l'entrepreneuriat, initiation au management, initiation au montage et à la maturation des projets, les Industries culturelles, etc. 3. Institution de la Semaine de l'entrepreneuriat des étudiants de la FLSH, 4. Organisation des Séminaires de formation en entrepreneuriat animés par les experts 5. Participation des étudiants de la FLSH aux foras de formation organisés par de nombreuses administrations, institutions, ONG, Organisations patronales, etc. 6. Solutions aux étudiants ayant créé des startups. etc. À ces actions s'ajoute la politique générale qui soutenait cette action, à savoir : les cours d'entrepre-

neuriat transversaux pilotés par le décanat et les cours d'entrepreneuriat spécifiques en phase avec chaque discipline et pilotés au niveau de chaque département. 7. Encouragement d'aller Faire des formations dans les centres de formation agréés par le Minefop. Voilà la politique qui a permis aux étudiants de la FLSH de devenir les leaders de l'entrepreneuriat à l'Université de Douala. Aucun autre établissement facultaire ne fait autant dans notre système de l'Enseignement universitaire. »

Vous avez contribué à la rédaction du livre « Pour le libéralisme communautaire : de l'idéologie aux réalisations ». Votre apport à cet ouvrage se situe à quel niveau ?

« Je commencerai par vous dire que ce livre n'aurait jamais vu le jour sans ma contribution, en ma qualité de Doyen de la FLSH. En effet, l'idée est de Luther André Meka, Assistant à la FLSH, et c'est au cours des discussions que lui et moi sommes tombés d'accord pour donner vie à ce projet. C'est après que l'appel à contribution a été lancé via le canal de l'éditeur choisi, les Éditions Cheikh Anta Diop que dilige d'une main de maître le Pr Dominique Meva'a Abomo. Donc pour revenir à votre question, je dirai tout simplement que ma contribution a été fondamentale. En ma qualité de Doyen, j'ai alloué une aide à la publication à Luther André Meka comme je l'ai souvent fait avec les autres enseignants qui venaient me voir pour cette aide qui figure dans une ligne budgétaire de la FLSH, et c'est grâce à cette aide que ce livre a été édité, personne d'autre à l'Université de Douala n'a œuvré pour le financement de ce livre contrairement aux mensonges qui ont été dits sur cette question de financement... Ma seconde contribution est au niveau de l'article que j'ai signé pour cet ouvrage et intitulé «Paul Biya et la révolution de l'Enseignement supérieur du Cameroun : de l'Université de Yaoundé à la Nouvelle Gouvernance Universitaire». Avec modestie, si je me réfère aux commentaires que les experts qui ont relu les différents articles proposés, c'est l'article phare de ce livre. J'ai

apporté à fond mon soutien à cette idée de Luther André Meka parce qu'elle était louable et pertinente. Au regard de ce que le Président Paul Biya a fait pour notre système d'Enseignement supérieur, il était normal qu'un hommage bien mérité lui soit rendu par nous les universitaires auxquels se sont associés d'imminences personnalités de la société civile. »

En tant que nouveau vice-recteur de l'Université d'Ébolowa, comment envisagez-vous de mettre à profit l'expérience acquise à l'Université de Douala pour relever les défis propres à cette jeune institution et accompagner le développement de l'enseignement supérieur au Cameroun ?

« Alors, je commencerai par vous dire que c'est avec un réel plaisir que j'ai appris cette nomination à l'Université d'Ébolowa. Elle marque une fois de plus la confiance du chef de l'État et de tous ceux qui sont dans la chaîne des propositions et de transmission jusqu'à lui. En tant que nouveau VR-EPDTIC, mon rôle consistera bien évidemment à appliquer les instructions de Monsieur le Recteur, Chef de l'Institution, et lui rendre compte ; de lui faire des suggestions dans les domaines relatifs à mes missions. Sur ce plan, je me réjouis d'avoir trouvé à l'Université d'Ébolowa un Recteur au management inclusif, attentif et soucieux d'élever cette jeune institution universitaire sur les cimes de l'Excellence académique, pédagogique, heuristique, etc, et où les fondamentaux de la Nouvelle Dynamique Universitaire, institué par le Chef de l'Etat lui-même, S.E. Paul Biya, sont respectés. Ébolowa constitue une nouvelle opportunité et je crois que mon expertise dans le domaine de l'entrepreneuriat et ma connaissance des textes qui régissent le Système de l'Enseignement Supérieur, fruit de mon séjour au MINESUP, où j'ai occupé certains postes stratégiques, à l'instar de celui de Conseiller Technique n°2, me serait d'un grand atout. L'Université d'Ébolowa est un challenge pour son Top Management, et moi j'adore les Challenges. »

Actu

ÉTABLISSEMENTS SECONDAIRES

Pas de cantine sans hygiène

► Une équipe conduite par un médecin inspecteur entrera en tournée dans les établissements scolaires privés et publics de la région du Centre du 10 septembre au 17 octobre 2025. Cette initiative vise à la formation des vendeurs, conformément aux dispositions de la circulaire du 14 août 2025.

Par Raïssa MVILONGO (stg)

Rendu à la deuxième journée de classes, les cantines ne sont toujours pas opérationnelles dans certains établissements de la cité capitale. Au complexe scolaire bilingue AMA-SIA, au quartier Ekounou, pas de cantines ouvertes avant le passage du médecin inspecteur. « Les cantines ne sont pas encore opérationnelles comme vous



pouvez le constater. Nous attendons d'abord que les vendeurs

reçoivent la visite de l'inspecteur. Il passera la semaine prochaine ». Affirme M. KANA Surveillant Général dans ledit collège. Pour le moment, les élèves de ce collège s'alimentent à l'extérieur. En effet, dans une circulaire, publiée le 1 septembre dernier, madame Owono Mireille Marie Laure Déléguée régionale du centre a annoncé une descente dans les établissements publics et privés dans la région du Centre. Conduite par un médecin ins-

pecteur, cette initiative a pour but de mettre sur pied la police sanitaire dans les établissements secondaires. Pendant cet apostolat, il sera question pour le médecin inspecteur de pratiquer les examens médicaux requis par la réglementation sanitaire en vigueur sur les vendeurs. Puis, leurs délivrer des certificats médicaux. Une fois en possession de leurs certificats médicaux, les vendeurs auront enfin le droit de vendre dans les cantines.

RENTREE UNIVERSITAIRE

Les établissements les plus prisés

► Après l'obtention du baccalauréat, trouver ou faire des études universitaires n'est pas fastoche. Vu la multitude d'universités et d'écoles de formations existants au Cameroun, le choix devient cornélien.

Par Raïssa MVILONGO (stg)

Les concours dans les grandes écoles attirent de plus en plus de nouveaux bacheliers. Et pour cause : une fois diplômés, ils ont généralement plus de facilité à intégrer le marché du travail. Mais tout dépend bien sûr de la filière ou de la spécialisation choisie. « J'ai eu mon baccalauréat A4 Allemand. Je veux être journaliste donc j'ai choisi faire le concours de l'ESSTIC. En journalisme, c'est la référence et je sais



que je serai bien formé ». Affirme Babette Nya. Comme elle, de nombreux jeunes multiplient

les concours en espérant obtenir une place. Et même en cas d'échec, ils n'abandonnent pas.

Certains retiennent leur chance les années suivantes. C'est le cas de Fidèle edzoa, titulaire d'un baccalauréat scientifique. « J'ai composé le concours de polytechnique deux fois. C'est la troisième fois que j'ai eu. Je ne voulais pas fréquenter à ngoa-Ékélé. Je veux être ingénieur en bâtiment, et mon diplôme venant de polytechnique va beaucoup m'aider. » confie-t-il. Cependant, le nombre de place limité dans les grandes écoles, conduit plusieurs nouveaux détenteurs de baccalauréat dans les instituts

de préparation aux enseignements de second degré (IPES). C'est le cas de Paul Beyem, influencé par sa grande sœur, ancienne étudiante de l'ISTAG Fouda. Il a choisi la filière comptabilité. « Je veux aller à ISTAG parce que ma grande sœur a été là-bas et tout s'est bien passé. Elle m'a dit qu'on enseigne bien là-bas ». Explique-t-il. Malgré cette affluence dans ces écoles, les universités publiques restent celles qui ont un nombre d'étudiants le plus élevés.

Découverte

STENOTYPIE

La nouvelle matière au programme

► Au lycée technique bilingue de Nsam, comme dans d'autres établissements pilotes, cette nouvelle discipline permettra aux élèves transcrire la parole en temps réel.

Par LESLY AHANDA

Dans un monde où la prise de notes et la transcription de la parole sont des compétences essentielles, la filière Sténotypie se distingue comme une formation rare et très demandée. Cette filière, lancée officiellement pour l'année scolaire 2024-2025 par le Ministère de l'Enseignement Secondaire et d'autres partenaires notamment la banque islamique, vise à former des professionnels capables de capter la parole

instantanément et de la mettre par écrit pour une utilisation immédiate ou ultérieure. Selon Gilles Bengala, enseignant de sténotypie au lycée technique bilingue de Nsam, cette matière est une formation pratique et technique qui consiste à apprendre aux élèves les métiers et techniques de bureautique et de secrétariat, notamment la sténotypie assistée par ordinateur. Les élèves apprennent à utiliser des outils spécialisés pour transcrire la parole en temps réel. La sténotypie est un métier de l'ombre qui permet de gagner énormément

en efficacité par rapport aux techniques traditionnelles comme la sténographie ou la dactylographie. Les professionnels de la sténotypie sont capables de transcrire la parole à une vitesse de plus de 100 mots par minute, ce qui est essentiel pour les tribunaux, les parlements et les entreprises. De plus, la sténotypie permet également de sous-titrer les événements pour les sourds et malentendants en direct. Malgré sa rareté, la matière attire déjà un nombre suffisant d'élèves. Le MINESEC a déjà mis en place des enseignants dans

plusieurs régions du pays, notamment dans les établissements pilotes du centre, du Nord et du Sud-ouest. Les élèves qui suivent cette formation ont la possibilité de développer des compétences très demandées sur le marché du travail. Elle offre un avenir prometteur pour les élèves qui souhaitent se lancer dans ce métier. Avec la mise en place de cette formation, le MINESEC et ses partenaires visent à répondre aux



besoins croissants de professionnels de la sténotypie dans certaines institutions. Les élèves qui suivent cette formation ont la possibilité de développer des compétences essentielles pour le bon fonctionnement des institutions et de contribuer à l'amélioration de la prise de décisions et de la traçabilité des écrits.

Yolo

RENTREE SCOLAIRE 2025

La saison des amours est de retour

► Nouvelle année scolaire, nouveaux cahiers et pour certains, nouvelles idylles. À la rentrée, les histoires d'amour mises en pause pendant les vacances reprennent, malgré l'interdiction des relations entre élèves.

Par Inès Marie NGA (stg)

La cloche a sonné. Mais au-delà des cours, c'est une autre leçon qui se joue dans les salles de classe : Cupidon a repris du service, et certains élèves sont déjà pris en examen. C'est le cas d'une collégienne au Collège Bilingue Benigna d'Etoudi, qui avoue avoir patienté toutes les vacances pour revoir son Roméo : « Mes parents ne sont pas encore au courant que j'ai un petit ami. Donc c'était vraiment compliqué de trouver des excuses pour sortir ». Malheureusement pour elle, le 08 septembre, jour de rentrée, Roméo est introuvable : « Comme il est dans une

autre classe on me dit qu'il aurait changé d'école, mais je n'y crois pas. Je pense qu'il me l'aurait dit ». Elle ne peut toutefois vérifier ces informations immédiatement, puisqu'en raison de la traditionnelle remise des téléphones portables la veille de la rentrée, aucun message ou appel n'est possible. Juliette décide donc d'attendre le lendemain pour confirmer ou infirmer la rumeur. Si certains « couples » ne résistent pas à la pause estivale, d'autres se reforment dès les premiers jours. « Il y'a une nouvelle dans notre salle de classe elle était à la retraite. Elle est jolie et elle me semble bien. Donc d'ici une semaine je pense que je peux l'avoir », raconte Kevin Mbassi, élève de

seconde, très confiant de ses capacités de séduction. Si l'idylle semble normale pour ces adolescents, les relations amoureuses ne sont pourtant pas autorisées dans la plupart des collèges et lycées. La règle : « toute distraction liée à une histoire d'amour peut entraîner une exclusion au courant de l'année », prévient le règlement intérieur du Collège Benigna. Pour ne pas se faire prendre, les élèves font preuve d'ingéniosité. Rendez-vous au fond de la classe, échanges après les cours, messages codés où rendez-vous pendant la pause en feignant d'être « juste des amis » ... autant de stratégies utilisées par ces jeunes amoureux pour passer inaperçus.



Buzz

LYCEE DE BEPANDA

Le proviseur met un uniforme et montre l'exemple

► Le chef d'établissement a créé la surprise en faisant sa rentrée, lundi dernier, vêtu de l'uniforme scolaire. Un geste fort pour rappeler aux élèves l'importance du respect du code vestimentaire.

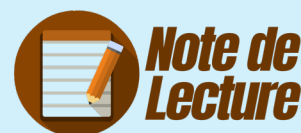
Par Inès Marie NGA (stg)

Ch e m i s e ample, pantalon repassé et tennis blanches aux pieds... Ce n'était pas un élève en retard qui franchissait la grille du lycée de Bepanda, le 8 septembre, mais bien le proviseur lui-même. L'homme a choisi de se mettre littéralement dans la peau de ses élèves : porter la même tenue qu'eux pour prêcher par l'exemple. À Bepanda, pas question de tolérer les pantalons slims, les baskets de couleurs ou les chemises retroussées : discipline, sobriété et rigueur sont la règle. Le proviseur (que certains internautes précisent être en réalité un surveillant) a donc décidé d'incarner à la lettre ce principe. Et il ne fait pas semblant : chaque lundi matin, il en-

file sa tenue cousue sur mesure pour contrôler les élèves à l'entrée. Les réseaux sociaux se sont immédiatement emparés de la scène. Photos et vidéos ont immédiatement déclenché les réactions. « Tennis blanches pour nager dans les rues de Douala ? » ironise un internaute, faisant référence aux inondations récurrentes de la ville. D'autres relativisent : « C'est un dress code qui dure depuis plus de 20 ans... Il y a plein d'établissements comme ça : tennis ou ballerines noires, chaussettes blanches uniquement... rien de bien sorcier. » Pour les plus nostalgiques, ce lycée est un modèle de rigueur. «



Le meilleur lycée de tous les temps. 23 ans que ce code vestimentaire dure. Travail – discipline – succès », témoigne un ancien élève du lycée de Bepanda. Mais tout le monde ne partage pas cette admiration. « Il aurait pu choisir deux couleurs (noir et blanc). Ou tout simplement exiger le port des tennis comme partout ailleurs. C'est comme ça que ces gens ramènent des codes de secte en douce dans tous les secteurs », dénonce une autre réaction.



CŒUR DU SAHEL

Un cri du cœur pour la dignité des femmes sahéliennes

► Ce roman camerounais plonge le lecteur dans la réalité des femmes du septentrion, marquées par la souffrance. Il présente les difficultés auxquelles font face les femmes domestiques du sahel.

Par Lesly AHANDA

Dans Ce roman, publié le 15 avril 2022 aux éditions Emmanuelle Collas, met en lumière les défis auxquels sont confrontées les femmes, en particulier les domestiques, dans une région marquée par des inégalités sociales, la radicalisation religieuse et les conséquences du changement climatique. L'histoire suit Faydé, une adolescente vivant dans un village montagneux de l'extrême nord du Cameroun. Après la disparition de son père lors d'une attaque de Boko Haram, elle décide de partir à Maroua pour travailler comme domestique afin de subvenir aux besoins de sa famille. Elle découvre alors les réalités du travail domestique, les préjugés



des classes aisées et les dangers qui guettent les femmes dans sa position. Le roman aborde des thèmes tels que la condition féminine, les fractures sociales, la menace de la radicalisation religieuse et les conséquences du réchauffement climatique. À travers le personnage de Faydé, l'autrice dénonce les violences faites aux femmes et les entraves à leur liberté, qu'elles soient liées au patriarcat, aux mariages arran-

gés ou à la polygamie. Elle met également en lumière l'importance de l'éducation comme moyen d'émancipation pour les jeunes filles. Cœur du Sahel est un roman poignant qui met en lumière les réalités difficiles des femmes dans le Sahel. À travers le parcours de Faydé, Djaili Amadou Amal offre un témoignage fort sur les injustices subies par les femmes et l'espoir d'un avenir meilleur grâce à l'éducation et à la solidarité.



A vous
la parole

MINPOTEL

Eduquer pour désamorcer la haine

► Le 9 septembre 2025 marque le lancement d'une campagne contre les discours de haine et les messages subliminaux. Cette initiative vise à sensibiliser les jeunes aux dangers liés à l'utilisation irresponsable des réseaux sociaux.

Par Lesly AHANDA

Le Ministère des Postes et Télécommunications (MINPOSTEL) a abrité, ce 9 septembre 2025, la cérémonie officielle de lancement de la campagne nationale « Non aux discours de haine et aux messages subliminaux », organisée par l'Association pour la Réhabilitation des Réfugiés, des Jeunes et des Femmes (ARREF). Cette initiative a pour objectif de sensibiliser les jeunes aux dangers que représentent les discours haineux et les messages subliminaux diffusés sur les réseaux sociaux et dans les médias. Selon la ministre Minette Libom Li Likeng, cette campagne vise à éduquer la population, notamment les jeunes, à une utilisation respon-



sable des réseaux sociaux, afin d'enrayer la propagation des discours haineux. « Nous voulons apprendre aux citoyens, en particulier aux jeunes, comment certaines personnes utilisent un langage apparemment anodin ou empruntent le langage de

leurs cibles pour faire passer des messages toxiques, sapant ainsi le vivre-ensemble », a-t-elle expliqué. Dans ce cadre, le MINPOSTEL met en garde contre la publication de contenus incitant à la haine, au tribalisme ou à la violence en ligne.

Des actions de sensibilisation sont également menées dans les établissements scolaires et les communautés, pour encourager des comportements numériques éthiques et respectueux. Cette campagne s'inscrit dans un contexte plus large de lutte contre la désinformation et les discours de haine, notamment à l'approche des élections présidentielles de 2025. Selon l'UNESCO, les discours de haine regroupent toute forme de communication ou de comportement exprimant des propos péjoratifs ou discriminatoires à l'encontre d'une personne ou d'un groupe en raison de leur identité. La ministre a également présenté des méthodes permettant de reconnaître les discours haineux et les messages subliminaux : « Ces messages se manifestent

souvent à travers des comportements communicationnels caractéristiques, observables notamment dans les publications sur les réseaux sociaux, les forums ou d'autres interactions en ligne. » Placée sous le thème « Construire une société de paix et de dignité humaine par la lutte contre les discours de haine », cette campagne vise à sensibiliser les jeunes Camerounais aux risques liés à ces discours, et à promouvoir un climat social fondé sur la paix et le respect mutuel. Il est essentiel que chaque citoyen prenne conscience des dangers que représentent ces messages et apprenne à les identifier et à les dénoncer. La campagne nationale « Non aux discours de haine et aux messages subliminaux » constitue un pas important dans cette direction.



Elles en parlent

Minette LIBOM LI LIKENG,
Ministre des postes et télécommunications

Dr Marthe FIOKO,
Présidente de l'ARREF

« Nous allons éduquer et enseigner aux populations les moyens de reconnaître et de combattre ces discours de haine »

À travers ce séminaire, nous allons éduquer et enseigner aux populations les moyens de reconnaître et de combattre ces discours de haine et ces messages subliminaux. Il est essentiel que nous comprenions comment les cibles de ces discours utilisent le langage et les messages pour faire circuler ces messages toxiques qui mettent en mal notre vivre ensemble. Notre pays est une nation qui repose sur la cohésion sociale, et le vivre ensemble est un élément clé de notre stabilité. Nous devons donc combattre tout fléau qui aurait tendance à remettre en cause ce vivre ensemble et la paix de nos populations. C'est pourquoi nous nous engageons résolument dans cette campagne de sensibilisation, pour promouvoir un climat social paisible et respectueux.



« Nous avons élaboré une stratégie de mise en œuvre globale »

Dans le cadre de la campagne contre les discours de haine, nous avons élaboré une stratégie de mise en œuvre globale et inclusive. Les discours de haine sont une véritable gangrène qui peut avoir des conséquences dévastatrices sur les individus et les communautés. Nous sommes déterminés à lutter contre ce phénomène et à promouvoir la cohésion sociale, la tolérance et le vivre ensemble en harmonie. L'ARREF est fière de participer à cette campagne contre les discours de haine. Notre association apporte une expertise et une expérience précieuses dans la lutte contre les phénomènes qui menacent la cohésion sociale. Nous sommes convaincus que notre participation à cette campagne contribuera à renforcer les efforts de sensibilisation et de prévention. Nous apportons à la campagne notre expertise, notre expérience et nos connaissances des communautés locales. Nous sommes convaincus que notre participation à cette campagne renforcera les efforts de sensibilisation et de prévention, et contribuera à promouvoir un vivre ensemble harmonieux.



Crochet

AU CAMEROUN

Refusons la haine !

Nous partageons plus qu'un territoire. Nous partageons une histoire, un destin et surtout une mère commune, la patrie. Peu importe notre région d'origine, notre langue maternelle, notre nom ou notre accent, nous sommes tous les enfants d'un même berceau. Et comme dans toutes les familles, il peut y avoir

des désaccords, des tensions, des différences. Mais cela ne devrait jamais être un prétexte pour nourrir la haine. Ces derniers temps, les discours communautaires se multiplient. Sur les réseaux sociaux, dans certains cercles privés, dans les rues parfois, on entend des propos qui divisent plus qu'ils ne rassemblent. Les étiquettes remplacent

les prénoms. On stigmatise, on généralise, on réduit l'autre à son origine. Et l'on oublie qu'avant d'être Bassa, Béti, Bamileké, Peul, ou Bakoko, nous sommes d'abord Camerounais. À ceux qui soufflent sur les braises de la haine, rappelons que aucun peuple ne gagne à s'entre-déchirer. L'histoire du monde est pleine d'exemples où les

divisions internes ont été le début de grands malheurs. Nous n'avons pas besoin de ça. Ce pays est assez riche pour nous accueillir tous, et assez grand pour que chacun y trouve sa place. La diversité culturelle qui nous caractérise est une richesse, pas un fardeau. Elle est ce qui rend le Cameroun unique, fort, vivant. Nos différences sont nos

couleurs. Elles ne devraient jamais être nos murs. Alors en cette période préélectorale où les tensions verbales montent parfois plus vite, rappelons-nous simplement que nous sommes des frères et sœurs. Et qu'on ne déchire pas la robe de sa propre mère.

Par Paul Marcel MBEMBE

100% Tech | MYTRAVELR

Une application qui connecte les agences aux voyageurs

► Elle permet de faciliter la mobilité, en connectant les agences de voyage interurbains aux voyageurs. Grâce à cela, ces derniers peuvent consulter les trajets, acheter les billets en ligne.

Par Michelle MBESSA

Le transport interurbain au Cameroun est souvent synonyme de files d'attente interminables, de gestion manuelle et de perte de temps. C'est en partant de ce constat qu'Ousmane Meriga a imaginé et développé MyTravelr, une solution numérique innovante lancée en 2024 pour moderniser ce secteur. En effet, MyTravelr est une solution de mobilité numérique qui connecte directement les voyageurs aux agences de transport.

L'application mobile permet aux clients de consulter les horaires, de réserver et de payer leurs billets en ligne, ce qui rend le processus plus fluide et accessible. Mais l'ambition ne s'arrête pas là. MyTravelr a été conçue pour inclure le plus grand nombre de personnes, même celles qui n'ont pas de smartphone ou d'accès à Internet. C'est pourquoi la réservation par simple SMS est une fonctionnalité clé. Côté agences, la plateforme met à leur disposition des outils de gestion digitale (billetterie, caisses, confirmations) qui simplifient leurs opérations, souvent chrono-

phages et sujettes aux erreurs. Le modèle économique de MyTravelr est hybride, combinant des abonnements pour les agences et des commissions sur les ventes de billets, ce qui garantit une croissance progressive et durable.

Une vision ambitieuse pour le futur MyTravelr s'est fixé des objectifs clairs et ambitieux. Le but est de devenir la référence digitale du transport interurbain au Cameroun avant d'étendre progressivement ses services à d'autres pays d'Afrique centrale. À long terme, l'entreprise prévoit de développer un écosystème de mobilité com-

plet, en y intégrant la réservation d'hôtels et d'autres services liés au voyage. Sa cible est double. D'une part, les voyageurs interurbains, en particulier les jeunes actifs, les étudiants et les travailleurs qui se déplacent régulièrement. D'autre part, les agences de transport qui veulent se moderniser et toucher une clientèle plus connectée. Pour atteindre ses objectifs, MyTravelr mise sur une stratégie de



communication numérique et de proximité.

PETITS BOULOTS

VENTE DE PETITE MONNAIE Un business rentable

► Né de la rareté des pièces en circulation, ce commerce d'un autre genre s'est transformé en une source de revenus non négligeable pour certains jeunes.

Par Michelle MBESSA

Pendant que d'autres passaient leurs à ne rien faire, d'autres comme Lionel ont mis ce temps à profit pour gagner de l'argent. Sur les conseils de sa mère, ce jeune lycéen s'est lancé dans la vente de monnaie, une activité aussi informelle que cruciale dans une ville où la rareté de la petite monnaie perturbe les transactions au quotidien. Chaque matin, sa mère lui remet 500 000 F CFA. Sa mission? Les classer en lots de 5 000 F qu'il revend à 5 100 F, réalisant ainsi un bénéfice direct de 100 F par lot. « Je pouvais me faire entre 2 000 et 5 000 F par jour, parfois même plus quand la demande était forte », confie-t-il. Mais derrière cette apparente facilité, le métier exige une grande rigueur. « Le plus difficile, est la concentration lors du comptage. Il m'est arrivé de faire



des lots de 5 500 F ou 4 800 F par erreur. Il fallait tout recommencer », explique-t-il. La recherche de la monnaie elle-même représente un casse-tête: quand sa mère n'en avait pas assez, il devait arpenter les stations-service et le marché Mfoundi pour en trouver. Ce commerce est très recherché par les commerçants, les taximen et les boutiquiers, qui ont constamment besoin de monnaie pour les rendus. Certains vendeurs vont jusqu'à vendre 1 000 F en pièces contre 1 100 F, sur-

tout en période de forte demande. Dans certains cas, des stratégies sont mises en place pour maximiser les profits: combiner cette activité à la vente d'objets (bijoux, cartes de recharge, etc.) pour rentabiliser le temps passé. Si cette activité peut paraître anodine, elle révèle la capacité d'adaptation et de débrouillardise des jeunes à Yaoundé. Au-delà des bénéfices, elle leur apprend aussi la gestion, l'endurance et le sens des responsabilités.

EMBELISSEURS DE VÉHICULES

Des services sur la chaussée

► Du nettoyage des pare-brise au remplacement improvisé de plaques d'immatriculation ils sont nombreux dans certains carrefours de la ville Yaoundé qui offrent ces aux automobilistes.

Par Michelle MBESSA

Ils sont postés aux carrefours, dans les coins de rues fréquentées, parfois même à l'entrée des stations-service. Leur outil de travail est modeste : un chiffon usé, une bouteille en plastique remplie d'eau savonneuse, quelques morceaux de mousse, parfois une clé pour démonter les plaques. Mais leur savoir-faire, lui, s'est affiné au fil du temps. Ces jeunes, souvent déscolarisés ou en quête d'occupation, se sont fait une spécialité de l'embellissement des véhicules. « Il y a le fumage des vitres, le lavage des pare-brise, le remplacement des plaques ou encore le rafistolage des portières. Chacun a sa spécialité », explique Rodrigue, 22 ans, installé depuis deux ans au lieu-dit Éducation à Yaoundé. Les prix? Rien n'est fixe. Tout dépend de l'état du véhicule, de



la nature de la tâche, et surtout... du pouvoir de négociation du client. « Une petite tâche peut coûter 1 000 F, une plus grosse 10 000 F. C'est selon ce qu'on s'entend avec le client », confie-t-il. En moyenne, un bon jour peut rapporter jusqu'à 10 000 F, mais il arrive aussi de rentrer bredouille, sans même le prix du taxi. Pour survivre dans cette jungle urbaine, il faut plus que du courage : de la stratégie. Certains misent sur la rapidité d'intervention, d'autres sur la polyvalence ou sur un bon emplacement. « Il faut être là tôt, avoir les

bons outils et surtout ne pas gêner la circulation, sinon la mairie vient tout ramasser », se plaint un autre jeune. La mairie, justement, est un autre obstacle. Ramassage de matériel, saisie de roues ou de plaques, pression régulière pour évacuer les lieux. Ces jeunes travailleurs informels sont souvent perçus comme des intrus sur l'espace public. Et pourtant, ils répondent à une réelle demande. « On fabrique nous-mêmes les plaques quand un client en a besoin. Chaque voiture a son numéro, on s'adapte », explique Emmanuel.